

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, le député m'a interrogé l'autre jour sur les déplacements de nombreux étudiants canadiens en direction de l'Ouest. Une fois renseignement pris, je me rends compte que le gouvernement n'a parrainé aucun mouvement d'étudiants des diverses parties du pays en direction de l'Ouest. Je sais que des étudiants des provinces atlantiques ont obtenu du travail dans des fermes de l'Ouest, mais ils sont relativement peu nombreux. Comme mon ami doit s'en rendre compte, les Canadiens ont toute liberté de voyager chez nous et les étudiants ont bien le droit d'aller d'une région du pays à une autre. Il y a, par exemple, des hôtels de villégiature dans l'Ouest, où bien des étudiants de toutes les parties du pays se trouvent depuis longtemps des emplois d'été et tout cela est très souhaitable à mes yeux. Nous aimerions donner du travail à plus de gens de l'Ouest dans les provinces atlantiques.

**M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme les jeunes de moins de 18 ans ne bénéficient pas toujours de la loi sur les accidents du travail, le ministre s'est-il assuré que ces étudiants des diverses provinces en bénéficient vraiment?

**L'hon. M. MacEachen:** Non, monsieur l'Orateur. La loi des accidents du travail n'est pas de mon ressort.

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE HARCÈLEMENT DES CITOYENS CANADIENS D'ORIGINE GRECQUE

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. A quoi a abouti l'enquête sur le fait que des Canadiens d'origine grecque auraient été harcelés par des agents du gouvernement militaire de Grèce?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous faisons enquête là-dessus depuis quelque temps. Les renseignements recueillis ne sont certes pas très concluants. Ils ne suffiraient pas à prouver les allégations qui ont été faites. Nous sommes portés à croire que nos renseignements sont insuffisants, aussi j'hésiterais à en dire davantage aujourd'hui.

#### LES PRISONNIÈRES SOUMISES À LA TORTURE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures

[M. Woolliams.]

a déclaré qu'il examinerait les allégations du rapport du comité des droits de l'homme de Salzbourg selon lesquelles on aurait torturé 15 prisonnières politiques grecques. L'a-t-il déjà fait? Si oui, pourrait-il commenter l'affaire?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, sauf erreur, la Commission européenne des droits de l'homme est actuellement saisie de ces accusations et d'autres semblables, soumises à son comité d'enquête, qui se prononcera sans doute sur les accusations selon lesquelles on aurait torturé ces 15 femmes. Dans l'inter valle, le gouvernement canadien ne peut faire aucun commentaire utile. En fait, le problème est dans un sens, *sub judice*. Il souhaiterait réfléchir à sa propre attitude à la lumière du rapport de la Commission, dont la publication est attendue pour cet automne.

### LE CODE CRIMINEL

#### LA LISTE DES AVORTEMENTS PRATIQUÉS

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice. Puisqu'il fera sa déclaration sur le bill omnibus concernant le Code criminel lorsque la Chambre se sera ajournée, va-t-il nous assurer que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social fera paraître une liste de tous les avortements pratiqués aux termes des dispositions du bill n° C-150?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je ne juge pas opportune pareille question. On pourrait la considérer comme prêtant à controverse. Le député de Nickel Belt.

**Des voix:** Bravo!

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Simcoe-Nord veut-il poser une question supplémentaire?

**M. Rynard:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au ministre de la Justice si l'on conservera un registre?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Dans la mesure du possible, monsieur l'Orateur.

[Français]

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

#### LE NORD DE L'ONTARIO—LA DÉSIGNATION DES RÉGIONS

**M. Gaétan-J. Serré (Nickel Belt):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au